

20240523 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2024/05/23/des-femmes-et-enfants-a-la-rue-brutalement-expulsion-gymnase-chanfray-lyon/>

« On est fatigués » : nouvelle expulsion de femmes et d'enfants à Lyon, la Ville assume et réplique

Bis repetita. Trois semaines après l'expulsion en pleine nuit du gymnase Dargent (Lyon 8e), le gymnase Chanfray (Lyon 2e) a été occupé par une centaine de femmes et d'enfants sans-domicile fixe, mercredi 22 mai. En moins d'une heure, les forces de l'ordre ont expulsé les occupants. La Ville vise à nouveau les manquements de l'État. Récit.

Jean Remond

Publié le 23 mai 2024



L'expulsion du gymnase Chanfray s'est faite dans la violence. ©Jean Rémond/Rue89LyonPhoto : Jean Rémond/Rue89Lyon

Mercredi 22 mai. Une petite centaine de femmes et d'enfants en bas âge, sans domicile fixe, occupent le gymnase Chanfray (Lyon 2e). Elles sont accompagnées par certains collectifs, dont le Droit au logement (DAL), le collectif Solidarité entre femmes à la rue ou Jamais sans Toit.

L'objectif : « tirer la sonnette d'alarme sur la situation précaire de ces familles, et exiger la mise à disposition de logements », clame Marjorie Chencinski, membre du collectif Jamais Sans Toit.



Des femmes et des enfants sans-abris investissent le gymnase Chenfray. ©Jean Rémond/Rue89LyonPhoto : ©Jean Rémond/Rue89Lyon

Sans-abrisme et expulsion à Lyon : « Tirer la sonnette d'alarme »

Le rendez-vous est fixé à 16h30, sur la place Guichard. Femmes et enfants arrivent au compte-goutte, poussettes, cabas et sacs plastique en main. « On espère que ça va mieux se passer que la dernière fois. J'ai pris mon sac de couchage et à manger au cas où » avance Marjorie Chencinski.

Elle ne le sait pas encore, mais elle n'en aura pas besoin. Quand la membre du collectif parle de « la dernière fois », elle évoque [l'expulsion du gymnase Dargent](#), occupé pour les mêmes motifs, dans la nuit du 3 mai dernier.

À lire dans Rue89Lyon

[« Collomb ne l'avait jamais fait » : à peine occupé, un gymnase expulsé en pleine nuit à Lyon](#)

Moment de répit

Il est 17h20, l'heure de rejoindre le gymnase Chanfray. Devant le bâtiment, le groupe accélère le pas et entre. À l'intérieur, d'autres enfants s'exercent à la gymnastique, avant de quitter les lieux.



Des enfants dessinent lors de l'occupation du gymnase Chanfray, par des femmes à la rue. ©Jean Rémond/Rue89LyonPhoto : ©Jean Rémond/Rue89Lyon

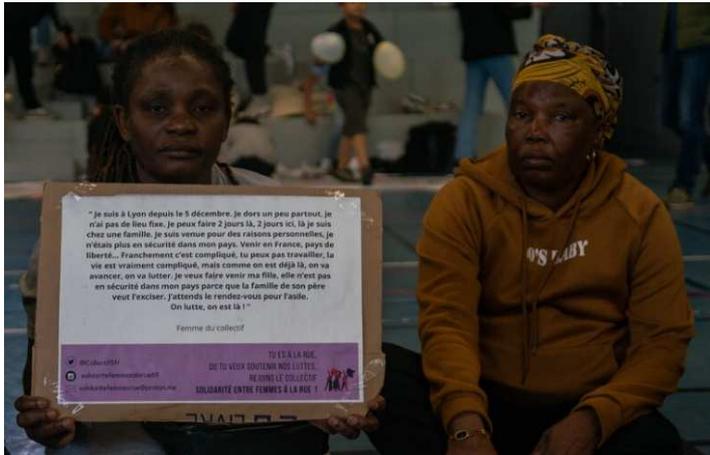
Des matelas de sport sont poussés contre les murs. Les femmes s'y allongent, épuisées. Quelques enfants les rejoignent. Certains ont encore de l'énergie et sautent sur les équipements sportifs, rient, gonflent des ballons en forme de cœur ou dessinent sur une nappe en papier, étirée sur le sol. Un moment de répit, à l'abri des dangers de la rue.

Arrivée des forces de l'ordre

« Maman, tu peux attacher mon ballon ? », demande une fillette à Soussou (le prénom a été modifié). « Je suis dans la rue depuis 2019 avec mes cinq enfants, de 5 à 17 ans, et je n'ai jamais eu de logement, soupire la mère de famille. Aujourd'hui, je suis confiante, je pense que l'occupation va bien se passer et au moins, nous pourrons nous reposer un petit peu ». La mère de famille était présente lors de l'expulsion du gymnase Dargent.

Il est 18h20, deux policiers pointent le bout de leur nez. Ils ont mis moins d'une heure à arriver. Juliette Murin, membre des collectifs Solidarité entre femmes à la rue et Jamais Sans Toit, observe les agents en uniforme, silencieuse. « Je pensais que cette fois-ci, notre

occupation allait bien se passer. On dirait bien que non, ça recommence », se désole-t-elle. Ses mots sont lourds, son regard vide.



Lors de l'occupation du gymnase Chanfray, de nombreuses personnes étaient équipées de pancartes retraçant leur parcours de vie. Photo : Jean Rémond/Rue89Lyon

Un petit groupe de médiation va à la rencontre des forces de l'ordre. À côté, Jean-Stéphane Chaillet, 1er adjoint à la sécurité à la mairie du deuxième arrondissement, s'impatiente.

Il est arrivé il y a quelques minutes, fait des rondes, passe des appels. « Ce n'est pas de la solidarité, c'est de la prise en otage d'équipement public ! », souffle-t-il à une membre du collectif Solidarité entre femmes à la rue.

Expulsion à Lyon : « Où allez-vous nous envoyer ce soir ? »

Quelques minutes plus tard, Pierre Oliver, maire (LR) du deuxième arrondissement de Lyon, entre dans le gymnase. « Bonjour monsieur le maire », lui chantonne, ironique, une des femmes du collectif, sans logement depuis plusieurs mois. L' élu fait un tour, observe, donne quelques entretiens aux médias sur place, puis se résigne à échanger avec les occupant.es des lieux.



Une femme se met à genoux face à Pierre Oliver pour lui demander de l'aide et un logement. Photo : Jean Rémond/Rue89Lyon

Devant lui, la femme qui lui a dit bonjour se met à genoux. « Je vous en supplie monsieur le maire, aidez-nous, nous sommes fatiguées. Ayez pitié de nous et de nos enfants, je vous en supplie ». Une autre occupante prend le relais, le regard sombre. « Si vous nous expulsez, où allez-vous nous envoyer ce soir ? La dernière fois, après l'expulsion du gymnase Dargent, j'ai failli être violée à la Guillotière, je ne veux pas que ça recommence ! », lâche-t-elle.

Organismes saturés

« Vous avez essayé d'appeler le 115 ? », demande l' élu ? « Il n'y a [jamais de place](#) », rétorquent les femmes, en cœur. « Vous êtes passées à l'Ofii (L'Office français de l'immigration et de l'intégration) ? », interroge à son tour Jean-Stéphane Chaillet. « Pour ça, il faut attendre des mois, voire des années », clame une occupante. « Et pour le petit, il y a des possibilités d'hébergement d'urgence ? », questionne enfin le maire en pointant du doigt un nourrisson. « Monsieur, nous n'avons rien », conclut la mère de l'enfant.



Les femmes et les enfants se rassemblent lors de l'occupation du gymnase Chanfray, alors que les forces de l'ordre entrent dans le gymnase. Photo : Jean Rémond/Rue89Lyon

Les femmes décident de s'asseoir sur le sol et entonnent des chants. « Nous sommes en danger » résonne dans le gymnase. Des enfants entourent les deux élus municipaux. Ils tiennent des pancartes, sur lesquelles sont écrits les récits tortueux de leur arrivée en France, de leur vie dans la rue, de leurs galères.

« Ce que j'aimerais, c'est que tous les protagonistes (la Ville, la Métropole et l'État, ndlr) se mettent autour d'une table pour trouver une solution digne » explique Pierre Oliver. En attendant, les acteurs se renvoient la balle, quand femmes et enfants vivent toujours dans la rue.

Pierre Oliver demande l'expulsion

De son côté, Pierre Oliver a « demandé à ce que le gymnase soit évacué » et ne s'en « cache pas », car « certaines personnes ont payé des séances de sport pour leurs enfants et ne peuvent pas en bénéficier dans cette situation ». Une demande validée par la mairie centrale.

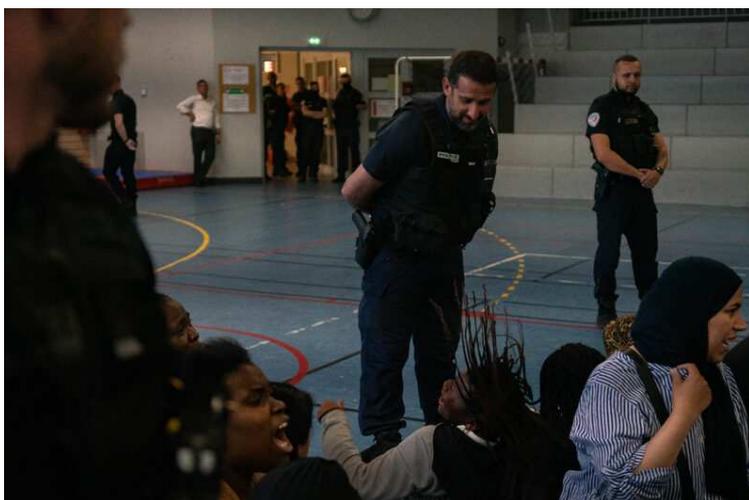
Un avis d'expulsion est signé, l'expulsion ne saurait tarder. « Au gymnase Dargent, nous nous sommes laissés faire, mais cette fois, nous allons voir jusqu'où les policiers sont prêts à aller. Nous allons voir s'ils vont toucher nos enfants et pour ça, nous ne bougerons pas ! », clame une femme, encouragée par ses camarades.



Lors de l'occupation du gymnase Chanfray, une fillette observe les forces de l'ordre pénétrer dans le bâtiment. Photo : Jean Rémond/Rue89Lyon

Un vote est organisé : les occupant.es ne partiront pas de leur plein gré. Une vingtaine de policiers encerclent le groupe, assis au milieu du gymnase. Les forces de l'ordre commencent par prendre les poussettes, sacs et autres affaires personnelles des occupant.es pour les mettre à l'extérieur. Et puis, une fois qu'il n'y a plus que des femmes et des enfants dans l'établissement sportif, la force prend le relais.

Expulsion musclée du gymnase Chanfray à Lyon



Un policier observe une femme crier sa peine, lors de l'expulsion du gymnase Chanfray. Photo : Jean Rémond/Rue89Lyon

Les femmes, âgées, malades ou enceintes sont traînées au sol. Les enfants ne sont pas non plus épargnés. Des pleurs, des cris. « Nous sommes fatiguées, nous sommes fatiguées » répète en boucle une femme, allongée au sol. Il y a quelques jours, [Rue89Lyon l'avait rencontrée](#) lors d'un rassemblement organisé par le collectif Solidarité entre les femmes à la rue. Cette mère de deux enfants s'était faite agressée à la gare Part-Dieu deux jours avant notre échange, son fils de 12 ans s'était interposé.

À lire dans Rue89Lyon

[« Un logement pour vivre dignement » : à Lyon, la colère des femmes à la rue](#)

Face à elle, sa fille pleure. La mère de famille sera finalement portée par trois policiers, puis mise dehors, où des membres du Droit au logement ont organisé un rassemblement de soutien. Non loin, une femme d'un certain âge est traînée au sol. « Elle est malade et âgée ! », prévient une occupante. Rien n'y fait, les forces de l'ordre persistent. « Vous me faites mal ! », hurle la concernée, impuissante.

Hébergement d'urgence : un conflit qui dure entre la Ville et l'Etat

L'hébergement d'urgence est la stricte compétence de l'État. Mais à Lyon comme ailleurs, les places manquent. La question est régulièrement l'objet de querelles entre la Ville et l'État. [Le 15 février dernier, cinq mairies, dont celles de Lyon, ont attaqué l'État en justice pour leurs carences en matière d'hébergement d'urgence.](#)



Une mère de deux enfants est portée par trois policiers, afin d'être expulsée du gymnase Chanfray. Photo : Jean Rémond/Rue89Lyon

Après l'expulsion, l'inévitable retour à la rue à Lyon

Alors que les expulsions de squats et autres bâtiments publics sont fréquentes à Lyon, à l'image du [Casse-Dalle](#) le 16 mai dernier, celle du gymnase Chanfray ravive les tensions entre collectifs et la mairie, qui a réagi dans la soirée via un communiqué.

La Ville de Lyon mobilise des moyens inédits pour aider les familles à la rue. Pour autant, nous ne pouvons pas accepter que des équipements municipaux soient utilisés sans autorisation au détriment des usagers. Ce fut le cas au début du mois au gymnase Dargent dans le 8e, c'est le cas ce jour au gymnase Chanfray dans le 2e arrondissement. Une nouvelle fois, nous attendons une mobilisation des services de l'État à la hauteur des besoins [...] Malgré le soutien de la municipalité, le collectif emploie aujourd'hui des méthodes d'occupation ciblées d'équipements exclusivement municipaux. Ceci n'est pas acceptable.

Communiqué de la mairie de Lyon, dans la soirée du mercredi 22 mai.

À lire dans Rue89Lyon

[L'expulsion du squat « Casse-Dalle » ravive les tensions entre écologistes et collectifs](#)

Une fois toutes les occupant.es à l'extérieur, les policiers s'en vont, sous les huées de la foule. « Nous sommes habituées aux expulsions, mais là, c'était particulièrement violent, s'insurge

Davina*. Une femme enceinte saignait et les policiers n'ont rien voulu savoir ». Elle prend sa fille dans un bras, tire une poussette de l'autre.



Une femme en pleurs lors de l'expulsion du gymnase Chanfray. Photo : Jean Rémond/Rue89Lyon

Femmes et enfants repartent, sous la pluie, avec, bourrés dans leurs sacs, leurs rares effets personnels. Tout le monde se rend devant l'Opéra de Lyon pour y passer la nuit. « Un toit, c'est un droit », résonne de nouveau dans les rues. La galère recommence pour ces familles, pour lesquelles aucune solution d'hébergement n'a été proposée.